

## ***La primavera árabe se descongela***

por Eduardo J. Vior

Así como en 1956 la aventura anglofrancoisraelí de atacar a Egipto por haber nacionalizado el Canal de Suez fue frenada conjuntamente por los Estados Unidos y la entonces Unión Soviética, preludivando el fin de los imperios coloniales, la intervención anglofrancoestadounidense en el mundo árabe está desestabilizando a los mismos regimenes islamistas moderados con los que las potencias occidentales congelaron la primavera democrática árabe. La caída del gobierno de coalición en Túnez la semana pasada expresa la incapacidad de los islamistas conservadores para al mismo tiempo satisfacer las imposiciones neoliberales de Occidente, calmar a las tendencias radicalizadas en sus filas y satisfacer las urgentes necesidades económicas y sociales de la población. Pero la alternativa no viene ni de la izquierda ni de los partidos laicos prooccidentales, sino de los grupos salafistas que tampoco resuelven los problemas sociales, pero al menos tienen una retórica antisistema que interpela a miles de jóvenes desposeídos. Malí puede repetirse en cualquier momento.

A Tunisian official, Siham Bady, revealed on Wednesday that the ruling Ennahda Party could give up their monopoly over select ministries. Bady, who is the minister for women's affairs in Prime Minister Hamadi Jebali resigned government, was responding to popular calls to sideline the Ennahda party from the so-called 'sovereign ministries,' such as the ministry of interior. Hamadi Jebali est le secrétaire général du parti islamiste modéré Ennahda "Mouvement de la renaissance". Il avait été nommé Premier ministre il y a 15 mois après la victoire d'Ennahda aux premières élections libres à se tenir en Tunisie après la révolution qui avait lancé le mouvement des printemps arabes et conduit au renversement du président Zine El Abidine Ben Ali.

Bady confirmed to Al Arabiya that the resigned government will continue performing its duties until a new prime minister is chosen to succeed Jebali, noting that the decision making process is still ongoing. Tunisia was in political limbo on Wednesday as President Moncef Marzouki suffered setbacks in his bid to replace Jebali, who quit after failing in his plan to form a non-partisan cabinet. There is confusion over who will step into the role of prime minister. "For the moment we have no name," said Rachid Ghannouchi, whose Ennahda party holds the majority in the National Constituent Assembly, after his meeting with Marzouki. He added that he was in "talks with Jebali," urging him to continue as the prime minister. Jebali announced his resignation late on Tuesday, saying he had failed in his efforts for a solution to the political crisis that followed the assassination of Chokri Belaid, an opposition leader. He stressed that he would not sign on again as prime minister under "any initiative that does not fix a date for new elections. What about the constitution? What about elections?" he queried. As well as the row over the new government, there is deadlock over the drafting of a constitution, with parliament divided over the nature of Tunisia's future political system. The parliament was elected 15 months ago and is already facing problems in terms of coming to an agreement. With regards to the formation of a new government, there is concern among political actors that negotiations will drag on. Ghannouchi, after Wednesday's talks with Marzouki, said "numerous parties have expressed their desire to be part of" a new government. "I hope that forming of the government will not go beyond this week," he added. Adnene Mancner, spokesman for the

presidency, said it was hoped that a candidate for the premiership would be known by Thursday. “The issue is in the hands of the party that has the majority in the National Constituent Assembly. Ennahda has not yet decided on its candidate,” he said. Tunisia was plunged into crisis when leftist politician Chokri Belaïd was shot dead outside his home in Tunis on February 6.

L'assassinat le 6 février du dirigeant politique laïc anti-islamiste Chokri Belaïd mine la coalition gouvernementale, dont l'élément principal est le parti islamiste Ennahda. Ce parti a obtenu 89 des 217 sièges de l'Assemblée nationale constituante (ANC) à l'élection d'octobre 2011 et gouverne avec deux partis laïcs, le Congrès pour la République (CPR) et le parti social-démocrate Ettakatol.

Quatre groupes de l'opposition au parlement – le Front populaire, bloc de Belaïd, Nidaa Tounès (L'Appel de la Tunisie), Al Massar, et le Parti républicain ont appelé à une grève générale vendredi dernier, le jour des funérailles de Belaïd. L'UGTT (Union générale tunisienne du travail), principal syndicat tunisien a soutenu l'appel, ce qui a donné la première grève générale en Tunisie depuis 35 ans.

Plus d'un million de gens auraient participé à la procession funéraire à Tunis vendredi, dont beaucoup demandaient la chute du gouvernement Ennahda et appelaient à une seconde révolution.

Le dirigeant d'Ennahda, Rached Ghannouchi a rejeté la proposition de Jebali d'un gouvernement de technocrates, tout comme la majorité des députés du parti. Mais ils étaient divisés: 56 soutenaient la direction du parti et 33 soutenaient Jebali.

Le correspondant de Médiapart en Tunisie a commenté: « Il s'agit là d'une révolution pour un parti aussi uni qu'Ennahda, d'autant qu'Hamadi Jebali s'était montré toujours fidèle à la ligne de l'organisation »

L'assassinat de Chokri Belaïd, qui n'a pas été revendiqué, a accru les doutes des partisans d'une société qui accusent le gouvernement de ne pas avoir montré une attitude suffisamment ferme avec les extrémistes religieux. Sa famille avait toutefois montré du doigt Ennahda, qui a nié toute implication.

Les ministres CPR, qui ont quitté le gouvernement, ont comme le président Marzouki, rejeté la proposition de Jebali au motif qu'elle passe outre le parlement. Une bonne partie de la bourgeoisie, laïque et islamiste, se range derrière la proposition de Jebali. Le journal d'affaires, *l'Economiste* écrit que « l'initiative du premier ministre et sa proposition de constituer un gouvernement de technocrates apolitique est une réponse *a minima*, mais salutaire. Le rejet de cette solution raisonnable par son propre parti atteste des divisions internes qui rongent Ennahda ... » L'inflation érode le pouvoir d'achat et le chômage est plus élevé qu'avant la révolution de 2011. Les responsables admettent que dans les régions plus pauvres qui ont été les premières à s'insurger contre le régime de Ben Ali presque 50 pour cent des diplômés sont sans emploi.

**Valérie Urman :** L'onde de choc provoquée en Tunisie par l'assassinat du leader politique Chokri Belaïd est considérable. Ce 6 février 2013 marque sans aucun doute un tournant, peut-être aussi important que le 17 décembre 2010 lorsque l'immolation de [Mohamed Bouazizi](#) déclencha les premières émeutes conduisant à la révolution tunisienne. Une deuxième révolution s'amorce, en quelque sorte. L'opposition politique s'est soudée aussitôt, ce qu'elle n'était jamais parvenue à faire jusqu'ici. Tous les adversaires politiques du pouvoir islamiste en place, de l'extrême gauche au centre droit, forment désormais un front républicain et démocrate. Cette force-là, parfaitement inédite en Tunisie, change la donne sur l'échiquier politique, elle peut faire jeu égal avec les islamistes d'Ennahda et elle peut compter sur le soutien de toutes les composantes démocrates et laïques de la société civile : dès hier, les nouveaux réseaux citoyens, les grandes associations historiques, les corps professionnels, mais aussi et surtout la grande centrale syndicale UGTT, ont fait corps derrière l'opposition politique. L'événement central est que l'UGTT a appelé officiellement à la grève générale vendredi dans tout le pays : c'est une décision très lourde, car l'UGTT est bien plus qu'un syndicat, c'est la seule organisation populaire de masse capable de mobiliser le pays. L'UGTT dispose - si je puis dire - de la force de frappe nucléaire. Cela peut changer beaucoup de choses.

### **Les événements peuvent-ils rompre le processus démocratique en cours ?**

Ils peuvent le relancer, car ce processus n'avancait plus. Il s'enlise depuis des mois, sous l'effet d'au moins trois facteurs : 1) la fracture interne au sein d'Ennahda entre "gestionnaires réalistes" et "islamistes ultras" ; 2) La crise politique au sein de la troïka au pouvoir ; 3) la complaisance inouïe du pouvoir à l'égard des groupes salafistes violents.

### **Comment tout cela peut-il finir, bien ou mal ?**

Le drame du 6 février est un aléa terrible de la transition démocratique, mais il peut se révéler salutaire. Les Tunisiens sont évidemment sous le choc, sidérés par l'escalade de la violence, beaucoup expriment de la peur. Ennahda a laissé prospérer des milices politiques qui multiplient les agressions, et les élus islamistes ont même inscrit dans le projet de Constitution, article 95, le droit pour ces milices de s'armer... Le danger est donc très réel. Mais l'espoir, comme toujours depuis le début de la révolution tunisienne, vient de la société civile qui a réussi des prodiges en deux ans : les ONG, les associations, les nouveaux réseaux citoyens qui quadrillent maintenant le pays, se coalisent et forment ensemble une force de proposition et un rempart de plus en plus solides. Il faut savoir d'ailleurs que les nouveaux réseaux citoyens sont constitués principalement de femmes.

### **Quel rôle les femmes peuvent-elles jouer dans la situation actuelle ?**

La plupart n'étaient pas engagées, pas politisées, mais elles sont des milliers à s'être lancées dans le combat militant, en sacrifiant souvent leur vie de famille, leur parcours professionnel. Elles déploient une énergie sans borne, une détermination inlassable, et elles sont pragmatiques : elles ont réalisé tout de suite qu'elles ne feraient rien à partir de Tunis, qu'elles devaient faire émerger ces réseaux dans les villes déshéritées de l'intérieur et dans les quartiers populaires, partout dans le pays, pour faire contrepoids à l'implantation ancienne des islamistes. Elles se bagarrent sur le même terrain, offrent une alternative aux

actions sociales, sanitaires, éducatives, que les islamistes conduisent depuis des décennies. C'est un travail gigantesque, épuisant, de très longue haleine, qui suppose d'importants relais financiers et des soutiens internationaux.

À l'instar des États-Unis, qui ont activement aidé les islamistes à revenir en piste et à gagner les élections, nos démocraties manient une diplomatie ambiguë. C'était troublant, hier encore, de voir le Parlement européen, à Strasbourg, saisi d'émotion et ovationnant le président tunisien, Moncef Marzouki, allié d'Ennahda. Les démocraties occidentales ont une énorme responsabilité, la société civile tunisienne attend maintenant qu'elles soutiennent clairement leur camp démocrate et laïque.

### **Y a-t-il un courant de nostalgiques de Ben Ali ?**

Oui, c'est un réflexe compréhensible, parce que le régime policier de Ben Ali comprimait l'islamisme sous une chape de plomb et qu'une croissance soutenue a permis de croire à un miracle économique, même si toute une partie du pays s'enfonçait dans la précarité.

**Ennahda** (النهضة) ou **mouvement Ennahda** (حركة النهضة soit *ḥarakat an-naḥḍa*), signifiant Mouvement de la Renaissance (**Nahda** en arabe), est un [parti politique tunisien islamiste](#).

Il est fondé le [6 juin 1981](#) sous le nom de **Mouvement de la tendance islamique** (MTI) avant de changer de nom en février [1989](#).

Longtemps interdit, il est légalisé le [1<sup>er</sup> mars 2011](#) par le [gouvernement d'union nationale](#) instauré après la fuite du président [Zine el-Abidine Ben Ali](#). Il obtient 89 députés au sein de l'[assemblée constituante de 2011](#), ce qui en fait la première force politique du pays.

L'islamisme politique en Tunisie émerge et s'affirme au sein de l'université tunisienne dans les [années 1970](#), après une période de gestation au sein des mosquées, dans le contexte de la [Révolution iranienne](#)<sup>1</sup>.

À l'époque, l'université est un espace fortement politisé : la confrontation et les débats avec les diverses tendances de la gauche tunisienne fortement structurée et rompue à la pratique politique permettent aux premiers partisans de l'islam politique en Tunisie de se former politiquement, de se doter de structures et d'une ligne idéologique leur permettant d'avoir un projet politique. [Rached Ghannouchi](#), professeur de philosophie converti aux thèses des [Frères musulmans](#) lors de ses études au [Caire](#), dirige une revue, *Al-Ma'arif*, et prend la parole dans les mosquées avec des prêches de plus en plus suivis par les jeunes ; [Abdelfattah Mourou](#), étudiant en théologie et en droit à l'[Université de Tunis](#), anime de son côté de petits cercles de réflexion<sup>2</sup>. Ils fondent ensemble l'Association pour la sauvegarde du Coran, inspirée des Frères musulmans, puis, avec l'ouverture de l'espace politique tunisien en [1981](#), un parti politique, le Mouvement de la tendance islamique

Avec l'arrivée au pouvoir de [Zine el-Abidine Ben Ali](#) le [7 novembre 1987](#), des gages de libertés politiques sont donnés à l'opposition y compris islamiste. Les membres du MTI condamnés sont graciés et une certaine liberté d'action leur est accordée. Le parti signe le

Pacte national, le [7 novembre 1988](#), afin de s'insérer dans le jeu politique. Le régime ne tarde pas à annoncer, dans la foulée de ce premier succès, de nouvelles mesures d'apaisement<sup>11</sup>. Néanmoins, le parti voit ses demandes successives de légalisation refusées.

Pour respecter les clauses du Code électoral qui interdit les références à la religion dans les partis politiques, la fraction dite « modérée » du MTI décide de retirer toute allusion à l'[islam](#) dans le nom du mouvement et choisit de le rebaptiser *Hezb Ennahda* (Parti de la Renaissance). Sa demande de légalisation ayant été rejetée à nouveau, le mouvement présente ses candidats aux élections législatives du [2 avril 1989](#) sur des listes indépendantes. Toutefois, le [Rassemblement constitutionnel démocratique](#) (parti au pouvoir) rafle la totalité des sièges à la [Chambre des députés](#)<sup>11</sup>. C'est ainsi que ces élections marquent le retour de la répression et la fin de l'état de grâce qui régnait depuis l'arrivée du [président](#) Ben Ali en 1987<sup>11</sup>. Rached Ghannouchi s'exile en [Algérie](#) puis à [Londres](#) en 1989 mais laisse un parti dont la popularité est acquise. En effet, alors qu'il est crédité officiellement de 10 à 17 % des voix<sup>12</sup>, les voix réellement gagnées par Ennahda à travers les listes indépendantes aurait été estimées aux environs de 30 %<sup>2</sup>.

À l'occasion de la première [guerre du Golfe](#) en [1991](#), les manifestations de soutien à l'[Irak](#) se multiplient en Tunisie et des militants d'Ennahda reprennent leur activité à cette occasion. Le régime de Ben Ali n'apprécie pas ces démonstrations de force et, à partir du printemps 1991, les arrestations se multiplient parmi les rangs d'Ennahda<sup>2</sup>. Les peines prononcées au cours de deux [grands procès](#) qui se tiennent devant des juridictions militaires en 1991 et 1992, considérées comme très lourdes, vont jusqu'à vingt ans de prison voire l'emprisonnement à vie<sup>13</sup>. Les procès sont considérés comme expéditifs et non conformes aux canons de la justice internationale selon les militants des droits de l'homme et les observateurs internationaux. La plupart de ces détenus sont, selon [Amnesty International](#), des prisonniers de conscience emprisonnés et condamnés sans preuve tangible de [criminalité](#) mais pour le simple exercice de leurs convictions religieuses et politiques.

Un seul acte violent a été imputé au mouvement : l'incendie, le [18 février 1991](#), du local du comité de coordination du [Rassemblement constitutionnel démocratique](#) à [Bab Souika](#) qui a fait deux blessés graves dont l'un décède une quinzaine de jours plus tard<sup>1</sup>

En [2005](#), Ennahda participe avec le [Parti démocrate progressiste](#) (centre gauche) et le [Parti communiste des ouvriers de Tunisie](#) (gauche révolutionnaire) au mouvement du 18-October qui vise la restauration des libertés civiles en Tunisie. Dans le cadre du mouvement qui devient une plateforme de l'opposition, les représentants d'Ennahda adoptent des positions en faveur de la [liberté de culte](#), de l'égalité homme-femme et de la séparation de l'État et de la religion ainsi que le rejet des [châtiments corporels](#)<sup>17</sup>.

Le [5 novembre 2008](#), les 21 derniers prisonniers d'Ennahda bénéficient d'une libération conditionnelle<sup>18</sup>. Cependant, l'un d'entre eux, l'ancien président [Sadok Chourou](#), est reconduit en prison après avoir fait des déclarations à la presse<sup>19</sup>.

En [2009](#), Ennahda toujours interdit appelle au [boycott](#) des [élections présidentielles](#) et législatives qui se tiennent en Tunisie.

Après la [révolution de 2010-2011](#), Ennahda tente de se tailler une place sur la scène politique, prenant part à des manifestations et à des rencontres avec le Premier ministre. Rached Ghannouchi annonce que le parti a « signé une déclaration de principes avec les autres groupes d'oppositions tunisiens »<sup>20</sup>. Dans ce contexte, le [New York Times](#) rapporte des sentiments mitigés quant à sa réussite future : certains pensent qu'il bénéficiera d'un soutien dans l'intérieur du pays, d'autres que la Tunisie est trop sécularisée pour qu'il remporte un large soutien<sup>20</sup>.

Le [22 janvier 2011](#), dans une interview donnée à [Al Jazeera](#), Ghannouchi confirme qu'il est hostile à un [califat](#) islamique et soutient la démocratie, contrairement à [Hizb ut-Tahrir](#) qu'il accuse d'exporter une compréhension déformée de l'islam. Le [30 janvier](#), environ un millier de personnes l'accueille à l'[aéroport de Tunis](#) à son retour d'exil ; il déclare qu'il ne sera candidat à aucun mandat électoral<sup>21</sup>.

Les dirigeants d'Ennahda sont décrits comme « très sensibles aux craintes parmi les Tunisiens et en Occident par rapport aux mouvements islamistes », conscients de la sanglante [guerre civile algérienne](#) et des divisions en Palestine entre le [Hamas](#) et le [Fatah](#)<sup>26</sup>. Le [18 mai](#), le porte-parole du parti, [Samir Dilou](#), répète dans une interview :

« Nous ne voulons pas une théocratie. Nous voulons un État démocratique qui se caractérise par l'idée de la liberté. Le peuple doit décider par lui-même comment il vit [...] Nous ne sommes pas un parti islamiste, nous sommes un parti islamique, qui obtient aussi sa direction par les principes du Coran. »

Par ailleurs, il cite la [Turquie](#) comme un modèle concernant la relation entre État et religion et compare l'idéologie du [Parti pour la justice et le développement](#) à la [démocratie chrétienne](#) en [Italie](#) et en [Allemagne](#)<sup>29</sup>. Un journaliste étranger assistant à des réunions d'Ennahda note l'enthousiasme pour la cause palestinienne et le slogan « Non à des bases militaires américaines, non à des interventions étrangères »<sup>26</sup>.

Si les seules alternatives proposées restent le tourisme de masse, la sous-traitance, l'agriculture plus ou moins intensive et la valorisation des infrastructures (une autoroute par-ci, des hôpitaux par-là), il est normal de voir l'explosion des mouvements sociaux encadrés par l'UGTT ou en dehors des structures syndicales. Pas une semaine ne se passe sans qu'on entende parler de grèves générales de villes entières, comme Elkef, Silaina, Ben guerdan, Sidi Bouzid— ce qui en soi est un phénomène extraordinaire —, de barrages routiers, de grèves sectorielles (enseignement, transport, phosphate, etc.).

Les mouvements de contestation les plus déterminés sont surtout liés au chômage et aux inégalités de développement entre le littoral et le reste du pays. Ils mettent en scène de jeunes chômeurs de l'intérieur du pays qui se disent profondément déçus par l'immobilisme du gouvernement sur les questions relatives à l'emploi et à la réduction des disparités régionales. Ces mouvements se traduisent par le saccage de locaux industriels, la mise en place de barrages routiers et ferroviaires ou l'encerclement d'usines empêchant les salariés d'accéder à leur poste de travail.

Ils sont beaucoup plus fréquents et répandus que les polémiques opposant islamistes et laïcs

plus médiatisées sur le plan national et international. Les jeunes chômeurs revendiquent du travail et le démarrage de véritables projets de développement dans les régions. Ces mouvements de revendications socio économiques s'ils peuvent avoir le soutien sélectif des fois des militants engagés dans les organisations politiques, leur revendications sont souvent vues comme une agitation qui certes peut être instrumentalisée dans la bataille politique mais (Blog de Hela Yousfi, 19-02-13)

este périphérique par rapport au fameux enjeu de la « transition démocratique ».

“Au lendemain de la chute de Ben Ali, tombe Moubarak puis Abdallah Saleh puis Khadaffi, le mouvement s'étend, les monarchies patrimoniales du Golfe tremblent. Elles décident, au sein du CCG, de lancer une contre révolution. Il faut absolument en finir avec ces principes de liberté et de dignité qui sont en complète contradiction avec le wahhabisme du Golfe qui permet à ces princes d'imposer à leur population un régime esclavagiste.

“Comment détruire ces principes dangereux? Transformer la révolution des libertés et de la dignité en révolution de l'identité. Les Princes du Golfe envoient des centaines de millions de dollars à leurs réseaux jihadistes et la situation devient très vite incontrôlable. Viennent les Etats-Unis. Ils mettent le holà et décident de soutenir les monarchies arabes et les frères musulmans (avec lesquels ils flirtent depuis longtemps, Hamdi Jebali lui même les a reçu longuement lorsqu'il était en résidence surveillée) dans la prise de contrôle des révoltes arabes. Leur «traditionalisme» peut modérer les principes «gauchisants» dangereux pour les monarques. Ceux-ci soutiennent à fond le plan. Les islamistes promettent aux USA beaucoup de choses, la modération, les droits de l'homme et les libertés, mais aussi la normalisation avec Israël et, surtout, la destruction de l'axe Iran-Syrie, donc le financement de la guerre contre l'Iran. (Qui est pour eux une garantie pour contenir la puissance de la Chine en contrôlant son accès au pétrole).

“Les islamistes signent et prennent le pouvoir. Seulement, les jihadistes restent incontrôlés, les promesses faites aux USA restent lettres-mortes et - le bouquet - les ambassades US sont attaquées, un ambassadeur est tué et on entend des appels à la mort aux juifs. Accessoirement, les libertés sont bafouées, les femmes sont mises à l'index, le jihadisme monte en puissance, des minis-califats sont proclamés, le jihadisme subsaharien menace toute la région.

“L'opinion des dirigeants occidentaux change : «on n'aurait jamais du leur faire confiance» s'exclame une sous secrétaire d'Etat US devant des «non autorisés» ! La même sous-secrétaire était complètement hermétique aux avertissements quelques mois plus tôt. Branle-bas de combat dans les chancelleries. La situation ne peut perdurer. Les économies périlicent, l'anarchie pointe. De l'autre côté, les intérêts américains sont en veilleuse, la Syrie tient le coup, la destruction de l'axe Iran-Syrie tarde, la Russie et la Chine soutiennent Assad et, devant une résistance désordonnée mais active des démocrates, la contre révolution identitaire échoue.

“Au Sahara, les exactions des jihadistes poussent à une intervention étrangère alors que l'Algérie, subissant elle aussi une attaque, resserre les rangs, dénonce explicitement le

complot Qatari-Saoudien et menace le gouvernement Tunisien qui laisse entrer les jihadistes et les armes transiter.

“La situation est au bord de l'explosion quand Chokri Belaid est assassiné. C'est un véritable tremblement de terre. Le système Ghannouchi est désormais dénoncé avec dévoilement des noms à l'appui. Le réseau d'argent sale des wahhabites est mis à l'index (des milliers de transferts sont opérés chaque mois et des centaines de millions de dollars introduits sans aucun contrôle). La population tunisienne monte au créneau suivie par l'armée. Les puissances occidentales suivent l'Algérie et appuient une remise à l'heure des pendules. Hamadi Jebali qui en a vu de toutes les couleurs avec les Ghannouchi, Zitoun, Bouchléka, Ellouze, etc. décide de passer outre les responsables d'Ennahdha. Il convoque Yadh Ben Achour qui lui confirme la possibilité légale de limoger tous les ministres. Hamadi Jebali monte au créneau et lance la bombe. Ennahdha et la Troïka sont prises au dépourvu. (Blog de **Abdelaziz Belkhodja, 11-02-13**)